

L'Hebdo indépendant

Bulletin n° 640
du 29 juin 2017

par Robert del PICCHIA,

Sénateur
des Français établis
hors de France

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TRUMP au 14 Juillet. Le président américain a accepté « l'invitation » d'Emmanuel MACRON d'assister au défilé sur les Champs-Élysées. « À cette occasion, des soldats américains participeront à ce défilé aux côtés de leurs camarades français » selon l'Élysée, à l'occasion du centenaire de l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre Mondiale. Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, s'est dit « très heureux » que des soldats américains défilent. « Nous sommes l'allié des États-Unis depuis leur indépendance. Nous pouvons avoir des désaccords, comme aujourd'hui sur le changement climatique. Mais il y a entre nous des forts sujets de coopération sur des questions majeures pour nos deux pays comme la lutte contre le terrorisme. Je souhaite que cette relation constructive puisse se prolonger. » exposait-il dans [Le Monde](#).

Un Français de l'étranger à la tête de la commission des Affaires économiques. Roland LESCURE, LREM, a largement battu Frédéric LEFEBVRE dans la circonscription des Français d'Amérique du Nord. Après un passage à Bercy, puis huit ans à la vice-présidence d'un important fonds de pension, la Caisse de dépôt et placement du Québec, ce polytechnicien prend la tête de la commission des Affaires économiques.

ADMINISTRATION ET FISCALITÉ

Simplification administrative : la liste des consuls honoraires habilités à remettre des passeports aux Français qui en font la demande a été [publiée au Journal officiel, par arrêté](#).

Le réseau culturel et de coopération recrute. À consulter : [le dossier spécial](#) mis en ligne sur le site du Quai d'Orsay. Plus particulièrement : [Ce que vous devez savoir avant de postuler](#).

MONDE

Syrie : Rakka sous les bombes. Les bombardements menés par la coalition militaire ont fait au moins 173 morts parmi la population ce mois-ci, a déclaré le haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, Zeid Ra'ad al HUSSEIN. Il invite les parties au conflit, « y compris les forces internationales », à adopter toutes les précautions nécessaires pour épargner la vie des quelque 100.000 personnes qui vivent encore à Rakka.

La Cour suprême satisfait TRUMP. En autorisant l'interdiction temporaire d'entrée dans le pays visant des ressortissants de six pays à majorité musulmane et tous les réfugiés, pour autant qu'ils « ne possèdent aucune relation digne de foi avec des personnes ou des entités présentes aux États-Unis ».

Vols à destination des États-Unis sécurisés. Le gouvernement américain a décidé d'imposer de nouvelles mesures plus strictes, sans toutefois généraliser l'interdiction des ordinateurs portables à bord des avions.

Demande de mise en examen du président brésilien. Le procureur général du Brésil a accusé Michel TEMER d'avoir reçu environ 135.000 euros de pots-de-vin de la part d'une grande entreprise spécialisée dans l'industrie de la viande bovine. Pour que le président brésilien soit mis en examen et traduit devant la Cour suprême du pays, les 2/3 députés doivent accepter la demande du procureur.

EUROPE

Premier succès pour la majorité de MAY. Le gouvernement, fragilisé depuis les législatives, a réussi à faire échec à un amendement de l'opposition sur les mesures d'austérité. Rejet par 323 voix contre 309, ce qui correspond globalement au nouveau rapport de force à la Chambre des Communes.

À quel prix ? La Première ministre britannique a signé un accord de gouvernement avec le parti ultra-conservateur nord-irlandais DUP, moyennant une aide d'un milliard de livres, près de trois semaines après des législatives où elle a perdu sa majorité absolue. Le petit parti ultra-conservateur a également obtenu l'amélioration du traitement des soldats nord-irlandais vétérans et le maintien pour les retraités de l'augmentation chaque année de 2,5% de leurs pensions.

Le futur statut des résidents européens. « Le Royaume-Uni est un des endroits les plus tolérants et accueillants au monde et le restera » débute le texte qui dresse les principes de l'accueil des 3,2 millions de citoyens européens qui vivent au Royaume-Uni. Les différents statuts :

- les ressortissants européens qui vivent au Royaume-Uni depuis cinq ans bénéficieront d'un nouveau statut de résident permanent qui leur permettra de conserver tous les droits actuels ; ils perdront ce statut s'ils demeurent de manière continue hors du Royaume-Uni pendant plus de deux ans ;
- les personnes arrivées sur le territoire depuis moins de cinq ans mais avant une date butoir, qui reste à définir bénéficieront « d'une période de grâce » de deux ans, pendant laquelle elles pourront soumettre leur dossier. Trois millions de dossiers sont à prévoir ;
- les Européens qui arriveront après la date fixée pourront demander un statut spécial, « dans certaines circonstances ». Dans l'immédiat, ils bénéficieront du statut qu'une nouvelle loi sur l'immigration devrait mettre en place, proche de celui existant pour les citoyens issus de pays tiers.
- pas de distinction entre les pays de l'UE.
- le Royaume-Uni accepte en outre de poursuivre sa participation au programme européen d'assurance santé, qui permet à un touriste de se faire soigner gratuitement ou à moindres frais dans n'importe quel pays de l'UE. « Réciproquement, les Britanniques (...) devraient pouvoir continuer à jouir de soins de santé gratuits dans l'UE ».

Réactions. Ce projet apporte « un peu plus de clarté, mais toujours trop peu d'ambition ». Les dirigeants européens s'inquiètent notamment du refus du Royaume-Uni de reconnaître la Cour de Justice compétente en cas de litiges. Les ressortissants européens redoutent en conséquence « que les accords conclus au moment du Brexit soient érodés dans le futur par la législation locale ».

Recensement. Le gouvernement se prépare à lancer un processus de recensement des ressortissants européens vivant au Royaume-Uni. Il s'agirait officiellement d'évaluer le nombre exact de demandes de résidence que l'administration aura à traiter afin d'éviter tout engorgement des services à l'approche de la date fatidique du 29 mars 2019.

Référendum reporté pour l'Écosse. La Première ministre, Nicola STURGEON, ne tentera pas d'organiser un référendum avant qu'un accord sur les conditions du Brexit ne soit signé. Sa formation politique, le Parti national écossais, qui milite pour l'indépendance, a perdu 21 de ses 56 sièges au Parlement britannique lors des élections anticipées organisées le 8 juin.

Allemagne : Le SPD se lâche contre MERKEL. « Arrogance du pouvoir », « attaque contre la démocratie » : le rival social-démocrate de la chancelière, Martin SCHULZ, a lancé une offensive pour relancer une campagne mal en point. La chancelière devance l'ancien président du Parlement européen de 15 points dans les enquêtes d'opinion.

L'Allemagne pourrait légaliser le mariage pour tous. Angela MERKEL, qui a toujours refusé le mariage homosexuel, s'est dite prête à revoir sa position. L'opposition en profite pour demander un vote : il a été fixé au vendredi 30 juin. Chez les chrétiens-démocrates, surtout parmi l'aile plus conservatrice, ce volte-face passe mal.

POLITIQUE INTÉRIEURE

MACRON à Versailles. Le Président de la République convoque le Parlement en Congrès ce lundi 3 juillet. Il souhaite « *présenter à la représentation nationale les grandes orientations de son mandat* ». Emmanuel MACRON avait alerté les Présidents des assemblées parlementaires avant d'en faire l'annonce. Il s'exprimera devant les parlementaires la veille de la déclaration de politique générale que prononcera Édouard PHILIPPE, Premier ministre, devant l'Assemblée nationale. Les Républicains, le Parti socialiste, le Front national ont dénoncé une « *humiliation* » pour le Premier ministre. Certains évoquent la possibilité de ne pas se rendre à Versailles : « *concentration des pouvoirs* », « *volonté de soumettre l'Assemblée nationale* », « *retour du pouvoir personnel* »... Évoquant une ancienne tradition de la V^e République avec laquelle Emmanuel MACRON souhaite renouer, Christophe CASTANER a précisé qu'il s'agit pour le Président d'indiquer la « *couleur qu'il veut donner à son quinquennat* ».

Le portrait officiel du Président de la République. À noter que des tirages de tous les portraits officiels des présidents français peuvent être [commandés en ligne](#).

Christophe CASTANER demande aux journalistes de ne pas « affaiblir » la ministre de Travail. Muriel PENICAUD était directrice générale de Business France, qui visé par une enquête. En cause : l'organisation très couteuse d'une soirée à Las Vegas où Emmanuel MACRON, alors ministre de l'Économie, était venu rencontrer la « French Tech ». Tout en reconnaissant une « *erreur de procédure* », la ministre a rappelé qu'elle était à l'origine de l'audit, interne et externe, et que c'était encore elle qui avait alerté le conseil d'administration. A-t-elle étouffé l'affaire ? « *C'est une blague* » répond-elle aux accusations de [Libération](#).

Le rapport de la Cour des Comptes confirme, sans surprise, le « dérapage ». « *Si nous ne faisons rien d'ici la fin de l'année, nous ne tiendrons pas nos engagements* », a expliqué le ministre de l'Économie, Bruno LE MAIRE. Les juges financiers devaient évaluer à 3,2 % du PIB le chiffre du déficit public vers lequel s'achemine la France en 2017 – soit un dérapage de 0,4 point de PIB par rapport à l'engagement à Bruxelles de l'ancien ministre de Bercy, Michel SAPIN. « *Je vois arriver toute une série d'informations qui me laissent à penser que le 2,8 % ne va pas être tenu* », avait prévenu Édouard PHILIPPE, évoquant un « *risque extrêmement fort* » de dérapage. Pour respecter ses engagements, la France devra faire plus que de simples « *ajustements* ».

Réforme du droit du travail. Présenté en Conseil des ministres, le projet de loi sera examiné au Parlement du 24 au 28 juillet. Les ordonnances seront, quant à elles, adoptées en Conseil des ministres d'ici au 20 septembre. [Les 10 points de la réforme](#).

Pas de « gouffre » au FN. Le trésorier du Front national, Wallerand de SAINT JUST, a adressé un message aux responsables du parti : des « *économies* » doivent être faites, mais le FN « *a parfaitement les moyens de fonctionner* ». [Un article du Journal du Dimanche](#) voit pourtant le parti « *au bord du gouffre* », ce que le trésorier dément : « *la seule chose qui soit vraie, c'est que le FN, après ces élections législatives, verra sa subvention annuelle de 5 millions d'euros amputée d'environ 500.000 euros* ». Malgré l'entrée de 6 députés supplémentaires au Palais Bourbon, le FN a engrangé 538.000 voix de moins en 2017 par rapport aux législatives de 2012.

RAFFARIN s'en va. L'ancien Premier ministre de Jacques CHIRAC ne terminera pas son mandat de Sénateur qui court pourtant jusqu'en 2020. Une voix « *apaisante* » et de « *rassemblement* », un « *homme d'État* », une « *décision intéressante* » : la [classe politique a salué](#) l'action politique de l'élu de la Vienne. Beaucoup regrettent déjà les « *raffarinades* ». Le Sénateur et Président de la Commission des Affaires étrangères et des Forces armées souhaite maintenant « *créer une ONG internationale pour alerter contre les risques de guerre qui nous menacent* ». Il n'a aucune amertume : « *La jeune génération politique prend le pays en main et c'est heureux* ». La « *positive attitude* » est toujours de mise.

PARLEMENT

Assemblée nationale

RUGY au perchoir. C'est le 13^e Président du Palais Bourbon. Désigné par le groupe majoritaire LREM, François de RUGY a confirmé qu'il démissionnerait de son poste dans 2,5 ans, comme s'y sont engagés tous les députés LREM occupant des postes clés. Au menu de sa Présidence : une réflexion sur l'immunité parlementaire et le changement du système de retraite des parlementaires.

7 groupes parlementaires. Groupe « La République en Marche » (LREM). 313 députés (dont 4 apparentés, dont Manuel VALLS). Président : Richard FERRAND ; Groupe « Les Républicains » (LR) : 100 députés (dont 5 apparentés). Président : Christian JACOB. Groupe « Mouvement démocrate et apparentés » (MoDem) : 47 députés (dont 4 apparentés). Président : Marc FESNAU ; Groupe « Les constructifs : Républicains, UDI, indépendants » (LC) : 35 députés (1 apparenté). Présidents : Franck RIESTER et Stéphane DEMILLY ; Groupe « Nouvelle gauche » (NG) : 31 députés (28 députés issus du PS et 3 apparentés). Président : Olivier FAURE ; Groupe « La France insoumise » (LFI) : 17 députés. Président : Jean-Luc MÉLENCHON ; Groupe « Gauche démocrate et républicaine » (GDR) : 16 députés (11 députés PCF et 4 députés ultramarins). Président : André CHASSAIGNE. 18 députés sont « non inscrits » : les 8 FN, 3 indépendantistes corses et Sylvia PINEL, présidente du PRG.

« **House of cards** ». Les postes des membres du bureau de l'Assemblée nationale qui étaient à pourvoir : 6 vice-présidents, 3 questeurs et douze secrétaires. L'attribution de ces postes est habituellement le fruit d'une négociation entre les présidents de groupe, en fonction du poids de chacun. Le nombre de candidats est alors équivalent au nombre de postes à pourvoir, et l'Assemblée avalise ces choix sans vote. Mais il y a eu 4 candidats pour 3 postes de questeurs. Pour le 3^e poste de questeur, le principal groupe de l'opposition, Les Républicains, a proposé la candidature d'Éric CIOTTI, député des Alpes-Maritimes. Or, le groupe des Constructifs a également soumis la candidature de Thierry SOLERE. Vote à bulletins secrets : 306 voix se sont portées sur Thierry SOLERE.

« **Les droits de l'opposition viennent d'être bafoués comme ils ne l'ont jamais été dans cet hémicycle** » a immédiatement réagi le président du groupe parlementaire, Christian JACOB. « *En choisissant trois questeurs totalement acquis au gouvernement, on se trouve en situation extrêmement grave. Il n'y a plus de contrôle budgétaire dans cette maison !* » a-t-il vivement protesté en demandant une réunion immédiate des présidents de groupe. Le co-président des Constructifs a assuré « être dans l'opposition » (« *Personne ne vous croit !* » lui a-t-on répondu), et que cette 3^e questure « sera celle de tous les groupes de l'opposition ». Puis, après plusieurs heures de suspension, Christian JACOB a fait part de la volonté de son groupe de se retirer du bureau de l'Assemblée. [Éric CIOTTI a plus tard demandé l'exclusion du parti LR des « Constructifs »](#).

Sénat

La République en Marche sur le Sénat. Ils sont 24 à avoir suivi l'ancien socialiste, François PATRIAT, qui œuvre depuis plusieurs semaines pour créer ce nouveau groupe parlementaire. Seuls 3 sénateurs ne sont pas issus du groupe PS : l'écologiste André GATTOLIN. Il quitte le groupe écologiste et y met ainsi fin avec un peu d'avance ; le sénateur du groupe RDSE, Michel AMIEL, membre de la Force du 13, le parti de Jean-Noël GUÉRINI. Le nom de Jean-Baptiste LEMOYNE, premier parlementaire LR à avoir apporté son soutien à Emmanuel MACRON, figure sur la liste bien qu'il vienne d'être nommé au gouvernement. Sa suppléante va rejoindre le groupe, selon le sénateur de la Côte-d'Or. À noter la participation du sénateur des Français de l'étranger, Richard YUNG. Il avait soutenu Emmanuel MACRON tôt dans la campagne. L'objectif est d'augmenter le nombre de membres d'ici la fin septembre et après les sénatoriales. Objectif : entre 40 et 60 membres.

Une amicale plutôt qu'un groupe. Les sénateurs LR « *constructifs* » ne font pas scission. Une « *amicale* » est néanmoins créée. Une quinzaine d'élus en ferait partie.

ÉCONOMIE & DÉFENSE

Pauvres Casques bleus. Sous la pression des États-Unis, l'ONU devra réduire le budget des casques bleus de 600 millions de dollars, soit 7,2%, selon un accord de principe obtenu après des semaines d'intenses négociations. Cet accord doit encore être validé par l'Assemblée générale des Nations unies.

OTAN : hausse des dépenses de défense pour la 3^e année consécutive. Jens STOLTENBERG, secrétaire général de l'Alliance, s'attend à +4,3% en Europe et au Canada en 2017. « *Les alliés européens devraient investir davantage pour leur défense, non pas pour plaire aux États-Unis, mais parce que c'est dans leur propre intérêt* » a-t-il plaidé.

Quand l'Europe construit sa défense. Les dirigeants européens ont validé les conclusions sur la sécurité et la défense, dont la première partie est dédiée à de nouvelles mesures de lutte antiterroriste et la deuxième à la sécurité externe et à la défense. La mise en place d'une coopération permanente en matière de défense (PESCO) représente un pas en avant inédit. Emmanuel MACRON a souligné le rôle de Jean-Claude JUNCKER en tant qu'architecte du projet.

La Commission envisage de sortir la Grèce de la procédure de déficit excessif.

Brexit : la City préfère Francfort. La concurrence fait rage pour récupérer les postes de La City. Nomura et Daiwa, deux banques japonaises, ont annoncé transférer de Londres à Francfort des centaines de salariés, emboîtant le pas à l'américaine Goldman Sachs ou au Crédit suisse. Dans l'escarcelle de Paris, seule HSBC y a pour l'heure confirmé le transfert de 1.000 postes.

L'UE inflige une amende de 2,4 milliards d'euros à Google. Un record.

SANTÉ, SOCIÉTÉ ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Une loi sur la PMA pour les homosexuelles et célibataires. Le gouvernement veut inscrire dans la loi la procréation médicalement assistée pour les couples de femmes et les femmes célibataires, comme l'a proposé le Comité consultatif national d'éthique.

Rythmes scolaires. [Publication](#) du décret permettant aux communes ou aux établissements qui en font la demande de revenir à la semaine de 4 jours à l'école maternelle ou élémentaire.

Accord sous condition pour la mise en service de l'EPR, prévue fin 2018.

Nouvelle attaque informatique « sans précédent ». C'est ainsi que le secrétaire d'État au Numérique, Mounir MAHJOUBI, a qualifié la vaste cyberattaque qui a frappé de nombreux pays, dont la France. Le parquet de Paris a ouvert une enquête. Saint-Gobain, Auchan et SNCF ont été touchées.

CARNET ET NOMINATION

Maurice GOURDAULT-MONTAGNE, ambassadeur de France, devient secrétaire général du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Kareen RISPAL devient ambassadrice au Canada. **Serge TOMASI** est nommé ambassadeur en Finlande. **Christina VASAK** devient ambassadrice en Albanie. **Bruno AUBERT** est ambassadeur en Irak. **Anne GRILLO**, ambassadrice au Mexique. **Stéphane CROUZAT** est nommé ambassadeur en Irlande.

Laurent BILI se verrait confier la direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international du Quai.

Agnès ROMATET-ESPAGNE pourrait être nommée directrice de la communication et de la presse, porte-parole du Quai d'Orsay.

Marie-Christine SARAGOSSE, reconduite à la présidence de France Médias Monde.

L'Hebdo indépendant, tous droits réservés. Responsable de rédaction : Olivia RICHARD, avec la collaboration de Jean-Pierre VILLAESCUSA. La Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour. Les informations contenues dans l'Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. Cabinet parlementaire - tél : + 33 1 42 34 26 87 ou par mail : r.delpicchia@senat.fr